

En un clic, payez votre TVM par  sur l'application **OTR TVM** Disponible sur Google Play



FÉDÉRER POUR BÂTIR
www.otr.tg

Observation électorale en Tunisie
La mission de Nouvelle Perspective salue la transparence du scrutin présidentiel P.5

d'A Vision d'AFRIQUE  250 Feja

Hebdomadaire panafricain d'informations, d'analyses et de publicités N° 441 du 22 / 10 / 2024

José Amoussou président de CJUR-Togo appelle à l'unité de la jeunesse africaine pour un avenir de paix face aux défis P.3



Création de l'African School of Governance

Une initiative panafricaine pour un leadership africain durable

P. 3



L'African School of Governance (ASG) a officiellement vu le jour grâce à l'impulsion de l'African School of Governance Foundation (ASGF). Cet établissement, co-fondé par

S.E. Paul Kagame, président du Rwanda, et S.E. Hailemariam Dessalegn, ancien Premier ministre d'Éthiopie, ambitionne de former les futurs dirigeants africains en gouvernance et politiques publiques. Soutenue par la

Mastercard Foundation dans le cadre de sa stratégie Young Africa Works, l'ASG offre des programmes tels que le Master of Public Administration (MPA) et le Young Leaders Program (YLP)...

Togo-Russie

Lidi Bessi Kama, artisan d'un plaidoyer pour un sport inclusif

P.4



Tirage Commun Entente 2024

La LONATO promet des gains exceptionnels pour les parieurs

P.2

La Loterie Nationale du Togo (LONATO) a annoncé, ce mercredi 16 octobre 2024 à Lomé, le lancement de l'édition 2024 du Tirage Commun Entente (TCE). Cet événement...



BKG SPEED Renforce Sa Flotte P.2

Plus de Confort et de Fiabilité pour Ses Clients



Tirage Commun Entente 2024

La LONATO promet des gains exceptionnels pour les parieurs

La Loterie Nationale du Togo (LONATO) a annoncé, ce mercredi 16 octobre 2024 à Lomé, le lancement de l'édition 2024 du Tirage Commun Entente (TCE). Cet événement, qui se déroulera du 17 octobre au 7 novembre 2024, réunit les loteries nationales des cinq États membres du Conseil de l'Entente : le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Niger et le Togo, et repose sur le populaire jeu du 5/90.

Selon Justin Kokouvi Amedome, directeur Marketing et de l'Innovation à la LONATO, cette nouvelle édition du TCE apporte un souffle inédit à ce

produit régional. « L'objectif de cette innovation est d'offrir des gains plus attractifs et de nouvelles opportunités aux parieurs », a-t-il souligné.

Une mécanique de jeu simple et des tirages prometteurs

Pour participer au TCE, chaque joueur doit miser un minimum de 500 FCFA par ticket pour les quatre tirages dédiés à la Loto Super. Les tickets, conservés jusqu'au tirage, peuvent être vérifiés dans les points de vente ou agences de la LONATO grâce au numéro inscrit. De plus, les joueurs doivent



impérativement fournir leur numéro de téléphone lors de l'achat de leur ticket pour être contactés en cas de gain. Le Tirage Commun Entente s'articule autour de deux programmes principaux : le Programme Extraordinaire Régional (PER) et le Programme National Harmonisé (PNH). Durant cette

période, quatre tirages seront effectués pour déterminer les heureux gagnants.

Des lots grandioses pour les gagnants

À chaque tirage, un gagnant du PER et neuf gagnants du PNH seront désignés. Ainsi, au total, 40 gagnants seront tirés au sort, répartis entre quatre gagnants du PER et 36 gagnants du PNH. Les lauréats du PER remporteront des prix exceptionnels, dont un séjour d'une semaine à

Cotonou au Bénin, tous frais payés, ainsi qu'une enveloppe de 200 000 FCFA. Le grand tirage régional, quant à lui, offrira des lots allant de 2 000 000 à 20 000 000 FCFA, avec un total de plusieurs millions en jeu.

Pour les gagnants du PNH, les quatre tirages permettront de

remporter des prix de 500 000 FCFA, 300 000 FCFA, 200 000 FCFA et 100 000 FCFA, répartis entre les gagnants.

Rendez-vous pour la grande finale à Cotonou

La grande finale de cette édition 2024 du TCE se tiendra à Cotonou, le vendredi 22 novembre, où seront primés les gagnants régionaux. Avec des perspectives de gains plus élevées et une organisation révisée, le Tirage Commun Entente s'affirme comme un rendez-vous incontournable pour les parieurs de la sous-région.

Ce nouveau tirage du TCE promet de marquer les esprits, en offrant aux joueurs l'opportunité de décrocher des gains exceptionnels tout en participant à une initiative unissant les loteries des États du Conseil de l'Entente.

Dodji Ketohou

BKG SPEED Renforce Sa Flotte

Plus de Confort et de Fiabilité pour Ses Clients

BKG SPEED franchit une nouvelle étape dans son expansion en ajoutant 150 voitures neuves et 100 motos à sa flotte, répondant ainsi à la demande croissante de ses clients. Ce renforcement permet à l'entreprise d'améliorer la proximité et la couverture à travers la ville, tout en garantissant une meilleure expérience en termes de confort, sécurité et fiabilité.

Avec cette initiative, BKG SPEED affirme son engagement à offrir un service de qualité supérieure, répondant aux attentes des usagers et consolidant sa place parmi les leaders du transport local.

Dans un contexte où la demande pour des services de transport rapides et fiables ne cesse de croître, BKG SPEED, acteur incontournable du secteur, annonce une

expansion significative de sa flotte. L'entreprise, déjà bien implantée dans le paysage des services de transport au Togo, franchit un nouveau cap avec l'ajout de 150 voitures neuves et 100 motos. Cette démarche vise à répondre de manière plus efficace aux attentes de ses clients et à assurer une couverture optimale des grandes villes togolaises.

Une Expansion Stratégique pour un Meilleur Service

BKG SPEED a toujours eu à cœur de satisfaire sa clientèle en proposant des solutions de transport adaptées aux besoins du quotidien, que ce soit pour des déplacements professionnels ou personnels. L'ajout de ces 150 voitures et 100 motos s'inscrit dans cette volonté de rapprocher le service des usagers, en augmentant la

disponibilité des véhicules dans les principales villes du pays, telles que Lomé, Kara, Sokodé, et Dapaong. Cela permettra aux clients de bénéficier d'un service de transport plus fluide, avec une présence accrue dans les zones urbaines à forte demande.

En renforçant sa flotte, BKG SPEED se donne les moyens d'améliorer non seulement la rapidité du service, mais aussi la sécurité et le confort des trajets. Les nouvelles voitures et motos sont toutes équipées des dernières technologies en matière de sécurité et de confort, assurant ainsi aux clients une expérience de voyage sans égal.

Confort et Sécurité au Cœur de l'Expansion

La modernisation de la flotte de BKG SPEED ne se limite pas

à une simple augmentation du nombre de véhicules. Chaque nouvelle voiture et moto a été soigneusement choisie pour garantir un confort optimal aux passagers. Les véhicules sont dotés de sièges ergonomiques,



d'un système de climatisation performant et d'un espace intérieur amélioré pour répondre aux standards internationaux de confort.

Du point de vue de la sécurité, BKG SPEED met un point d'honneur à garantir la tranquillité d'esprit de ses clients. Les voitures neuves

sont équipées des dernières innovations en matière de sécurité : freins ABS, airbags, systèmes de contrôle de traction et caméras de recul pour une conduite plus sécurisée dans les

environnements urbains. De plus, les motos, souvent sollicitées pour des livraisons rapides ou des déplacements en zones à forte densité, répondent aux normes de sécurité les plus strictes, assurant une conduite fiable sur les routes souvent encombrées des grandes villes togolaises.

Prévention de l'extrémisme violent

25 millions d'euros de l'Allemagne pour le Togo et deux autres pays

Le Togo, le Bénin et la Guinée-Bissau bénéficieront d'un soutien financier de 25 millions d'euros, soit un peu plus de 16 milliards FCFA de la République fédérale d'Allemagne pour financer des projets visant à prévenir l'extrémisme violent. Ce financement sera mis à disposition via le Fonds régional de stabilisation et de développement (FRSD), dont la deuxième phase a été récemment lancée à Cotonou par la CEDEAO.

Entre 2024 et 2027, ces pays concentreront leurs efforts sur trois axes prioritaires : la création d'emplois, la protection de l'environnement

et le renforcement de la cohésion sociale. En matière d'emploi, des formations professionnelles seront proposées aux jeunes, des infrastructures de base seront développées et l'entrepreneuriat sera encouragé.

Pour ce qui est de l'environnement, des initiatives de reboisement, d'irrigation et de promotion des énergies renouvelables sont au programme. S'agissant de la cohésion sociale, elle sera soutenue par la pratique du sport et la promotion de la paix via les médias.

Avec ces initiatives, la



CEDEAO en collaboration avec les pays bénéficiaires, entend prévenir les crises régionales en créant des opportunités économiques durables pour les groupes vulnérables, notamment les femmes, les jeunes et les migrants de retour.

« Ce projet montre bien que la lutte contre l'extrémisme violent ne relève pas seulement du militaire. Il s'agit par anticipation, de penser à mettre en place des infrastructures socio-

économiques de base, de renforcer les capacités des populations vulnérables pour leur redonner espoir et de mettre en œuvre des politiques de gouvernance en mesure de préserver notre fragile vivre-ensemble », a déclaré Amadou

Diongue, Représentant résident de la CEDEAO au Bénin.

Au Togo, ce financement va contribuer à aider les autorités à protéger les populations du Nord du pays des effets

néfastes de l'incursion des groupes extrémistes qui multiplient des attaques dans cette zone.

En rappel, la première phase du projet avait été mise en œuvre en Gambie de 2019 à 2024.

Création de l'African School of Governance

Une initiative panafricaine pour un leadership africain durable

L'African School of Governance (ASG) a officiellement vu le jour grâce à l'impulsion de l'African School of Governance Foundation (ASGF). Cet établissement, co-fondé par S.E. Paul Kagame, président du Rwanda, et S.E. Hailemariam Dessalegn, ancien Premier ministre d'Éthiopie, ambitionne de former les futurs dirigeants africains en gouvernance et politiques publiques. Soutenue par la Mastercard Foundation dans le cadre de sa stratégie Young Africa Works, l'ASG offre des programmes tels que le Master of Public Administration (MPA) et le Young Leaders Program (YLP).

Une Institution Panafricaine au Service de la Gouvernance

L'ASG bénéficie du soutien de nombreuses figures africaines et internationales, telles que Kingsley Moghalu, ancien vice-gouverneur de la Banque centrale du Nigeria, qui a été nommé président inaugural. Le conseil d'administration de l'ASG est dirigé par Makhtar Diop, directeur général de l'International Finance Corporation (IFC), et compte d'autres personnalités comme Donald Kaberuka et Lilian Barnard. Ensemble, ils partagent la vision d'une institution qui combine les meilleures pratiques mondiales aux réalités africaines.

Un Modèle Innovant pour Former les Leaders Africains

L'ASG propose des programmes adaptés aux besoins de divers profils, des jeunes professionnels aux cadres supérieurs, avec des parcours sur mesure comme l'Executive Master of Public Administration (EMPA) et le Senior Leadership Fellowship (SLF). Ces formations ancrent les participants dans les réalités politiques, économiques et sociales africaines tout en s'appuyant sur les meilleures pratiques mondiales.

L'ASG sera également un centre d'excellence en recherche, avec des initiatives telles que le Centre for Home-



Grown Innovations in Policy and Governance et le Centre for Trade and Regional Integration. L'institution a pour objectif de fournir des solutions politiques adaptées aux défis africains, tout en favorisant un dialogue constant avec les gouvernements et les parties prenantes.

Une Vision pour l'Avenir de l'Afrique

L'ASG se positionne comme une institution phare dans la promotion d'un leadership africain compétent et visionnaire. « L'ASG sera un hub pour former des dirigeants capables de relever les grands défis et saisir les opportunités du continent », déclare S.E. Hailemariam Dessalegn. Basée à Kigali, au Rwanda, l'ASG aspire à devenir un acteur global en gouvernance tout en soutenant l'émergence de solutions locales pour un développement durable de l'Afrique.

Cette école marque un tournant pour la formation des dirigeants africains, avec pour ambition de faire de l'Afrique un acteur majeur de la gouvernance mondiale, grâce à une formation de classe mondiale et une expertise ancrée dans le contexte africain.

"José Amoussou président de CJUR-Togo appelle à l'unité de la jeunesse africaine pour un avenir de paix face aux défis

Face aux préoccupations croissantes liées aux questions de sécurité, notamment la menace persistante du terrorisme et l'exode de jeunes Africains vers l'Occident, José Amoussou, président du Conseil des Jeunes Unis pour la République (CJUR) Togo, a lancé un appel vibrant à la population togolaise, en particulier à la jeunesse africaine, ainsi qu'à ceux de la diaspora. Ce plaidoyer intervient dans un contexte marqué par l'instabilité et l'incertitude, où la préservation de la paix apparaît plus que jamais comme une priorité.

Dans son discours empreint de gravité et d'espoir, José Amoussou a exhorté la jeunesse à « jouer sa partition » dans la préservation de la stabilité du continent. Il a souligné que l'avenir de l'Afrique dépend de l'engagement de chaque citoyen, appelant à une prise de conscience collective face aux défis sécuritaires. Selon lui, il est crucial que la jeunesse reste en Afrique, participe activement à son développement, et refuse de

céder à l'attrait de l'exil. « Loin de fuir vers l'inconnu, nous devons bâtir l'avenir ici, sur notre terre, en nous appuyant sur les efforts de nos dirigeants », a-t-il insisté.

Amoussou a également tenu à rassurer, rappelant que les chefs d'État africains, à l'instar du président togolais Faure Gnassingbé, s'engagent activement pour un avenir meilleur. Le président du CJUR a mis en avant les nombreuses initiatives prises par ces dirigeants pour renforcer la sécurité, promouvoir le développement durable et offrir des perspectives viables à la jeunesse africaine. « L'engagement de Faure Gnassingbé en faveur de la paix et de la stabilité n'est plus à prouver. C'est en nous associant à ces efforts que nous pourrions envisager un avenir serein et prospère », a-t-il affirmé.

José Amoussou, par ailleurs fervent défenseur du panafricanisme, a réitéré son attachement aux valeurs d'unité et de solidarité entre



les nations africaines. Pour lui, la clé de la réussite du continent repose sur une coopération renforcée entre les États africains et une jeunesse unie derrière des idéaux communs de progrès. « Ensemble, nous devons construire un continent fort,

solidaire et résilient, à l'image de l'Afrique que nous rêvons pour demain », a-t-il déclaré avec conviction.

Dans cet appel à l'union et à l'engagement citoyen, le président du CJUR a exhorté la diaspora africaine à ne pas se désolidariser des enjeux de

leur terre d'origine. Il a encouragé ces derniers à contribuer au développement du continent, par l'investissement de leurs compétences, leurs ressources et leur énergie.

José Amoussou, par son engagement panafricain et ses actions de sensibilisation, demeure une voix influente et respectée. Il incarne une jeunesse africaine consciente de ses responsabilités et déterminée à œuvrer pour une Afrique paisible et prospère, en synergie avec les efforts des dirigeants comme Faure Gnassingbé. Pour lui, la solution réside dans la résilience et l'unité d'une jeunesse africaine debout, prête à affronter les défis du présent pour un avenir radieux.

C'est ainsi que, face aux nombreuses incertitudes sécuritaires et socio-économiques, il invite chaque jeune Africain à rester fidèle à son continent, convaincu que l'Afrique, grâce à ses potentialités et à la volonté de ses leaders, peut offrir un avenir meilleur à sa jeunesse.



Préparer sa juste monnaie pour le droit d'usage de la route, c'est contribuer à un franchissement rapide des postes péages

Togo-Russie

Lidi Bessi Kama, artisan d'un plaidoyer pour un sport inclusif

Le ministre des Sports et des Loisirs, Dr Lidi Bessi Kama, a récemment marqué de son empreinte le 12^e forum sportif international en Russie. Son intervention, teintée d'un plaidoyer puissant pour un monde sportif inclusif, s'inscrit pleinement dans la vision du Chef de l'État togolais, Faure Essozimna Gnassingbé. Ce dernier, par son leadership, oriente le Togo vers une diplomatie sportive qui, tout en mettant en avant l'importance du sport dans le développement socio-économique, s'insurge contre les discriminations et les restrictions géopolitiques.

L'intervention de Lidi Bessi Kama s'est notamment démarquée par sa dénonciation des enjeux géostratégiques qui asphyxient les valeurs fondamentales du sport telles que la tolérance, la solidarité, le respect de l'adversaire et le fair-play. Alors que le Président russe Vladimir Poutine rappelait dans son discours l'importance du sport dans la vie des citoyens et dans la promotion d'un développement national, la

ministre togolaise a choisi d'insister sur la nécessité d'une organisation sportive qui soit juste et équitable.

Le sport, levier diplomatique pour une paix universelle

Sous l'égide de Faure Gnassingbé, le Togo adopte une position claire : le sport ne doit plus être pris en otage par des enjeux politiques et économiques, mais doit redevenir un vecteur de paix, d'espoir et de cohésion sociale. Cette orientation est au cœur de la vision panafricaine du chef de l'État togolais, qui voit dans le sport une passerelle pour l'inclusion, la réconciliation et la solidarité internationale.

Le plaidoyer de Lidi Bessi Kama en faveur d'un monde sportif inclusif s'aligne sur cette ambition. En effet, la ministre a réaffirmé son soutien à des compétitions internationales où la nationalité ne constitue plus un critère d'exclusion, plaidant pour des Jeux équitables, ouverts à tous, où seules les performances sportives



déterminent l'éligibilité des athlètes. Cette prise de position s'inscrit dans une approche diplomatique où le Togo aspire à jouer un rôle de premier plan en matière de paix et de dialogue à travers le sport.

L'engagement de Lidi Bessi Kama : au-delà des frontières sportives

Dans sa démarche, Dr Bessi Kama fait écho à la stratégie diplomatique du Togo, qui privilégie l'utilisation du sport comme outil de pacification des relations internationales. Cette orientation, prônée par Faure Gnassingbé, est fondée sur la conviction que le sport peut réduire les tensions là où la diplomatie classique et les opérations militaires ont échoué. « C'est en échappant à toute sphère d'influence que le sport pourra contribuer efficacement à bâtir un monde

épris de paix », a-t-elle martelé, fidèle aux directives du chef de l'État togolais.

Son entretien avec son homologue russe, Mikhaïl Degtyarev, renforce cette coopération bilatérale, positionnant le Togo comme un acteur déterminé à promouvoir des relations sportives empreintes de respect mutuel et de collaboration internationale. Ce dialogue stratégique entre le Togo et la Russie témoigne de la volonté de Faure Gnassingbé de diversifier les partenariats, en misant sur le sport comme levier de développement économique et diplomatique.

Un plaidoyer pour une nouvelle gouvernance du sport

L'intervention de Lidi Bessi Kama, loin de se limiter à une simple participation, symbolise une vision plus large de la gouvernance sportive mondiale.

En plaidant pour des compétitions internationales équitables, elle appelle à un retour aux valeurs fondamentales du sport, libérées des considérations géopolitiques. Sa démarche résonne comme un appel à une gouvernance sportive transparente, où l'inclusion, la diversité et la justice sont érigées en principes directeurs.

En définitive, le message de Lidi Bessi Kama à ce forum ne peut être dissocié de la vision globale du président Faure Gnassingbé, qui fait du sport un pilier central de la politique nationale et internationale du Togo. À travers ce plaidoyer, le Togo se positionne non seulement comme un défenseur d'un sport inclusif et juste, mais aussi comme un promoteur de la paix et du dialogue dans un monde en quête de stabilité.

Adams Adjrono

44e Journée mondiale de l'alimentation

Ensemble pour une agriculture durable et un avenir sans faim

Le ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique villageoise et du Développement rural a célébré, ce mercredi 16 octobre à Lomé, la 44e édition de la Journée mondiale de l'alimentation (JMA) couplée

à l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), cette journée vise à sensibiliser sur la faim dans le monde et à encourager des initiatives en faveur de la sécurité alimentaire et de la protection de l'environnement. Elle invite également à

ont rappelé que le droit à l'alimentation est un droit fondamental. Pourtant, l'accès aux ressources alimentaires reste un défi majeur pour de nombreuses personnes, compromettant ainsi leur santé. La journée s'est



avec la 28e opération TELEFOOD, sous le thème : « Droit aux aliments, au service d'une vie et d'un avenir meilleur. Ne laisser personne de côté ».

Organisée en collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour

intensifier la lutte contre la faim, en favorisant une nutrition améliorée et en promouvant une agriculture durable.

La célébration a été marquée par un panel sur « L'alimentation en tant que droit humain », où les intervenants

poursuivie par la visite des stands de produits locaux, et des remises de matériel agricole sont prévues dans les jours à venir dans diverses régions du pays.

Le directeur de cabinet du ministre de l'Agriculture, Konlani Dindioque, a souligné

l'urgence d'assurer à chacun un accès équitable à une alimentation saine et suffisante, en particulier dans le contexte actuel de crises multiples. « La non-réalisation du droit à l'alimentation n'est pas uniquement liée à la rareté des aliments mais aussi à l'inaccessibilité aux denrées disponibles, une problématique de plus en plus préoccupante face aux phénomènes météorologiques accrus », a-t-il expliqué. Il a également réaffirmé l'engagement du gouvernement à faire de l'agriculture togolaise un moteur de croissance économique et de sécurité alimentaire grâce à une augmentation de la productivité.

M. Oyetoundé Djiwa, représentant de la FAO, a rappelé l'engagement de l'organisation à garantir la sécurité alimentaire à travers le monde. « Une vie meilleure repose sur la diversité alimentaire, indispensable à la protection de la biodiversité et de la diversité culturelle », a-t-il déclaré. Il a souligné que les petits agriculteurs jouent un rôle central dans la production alimentaire et la préservation des cultures traditionnelles. « Ensemble, engageons-nous pour les personnes, la planète et la prospérité, en favorisant les 'quatre améliorations' : production, nutrition, environnement et conditions de vie, sans laisser personne de côté », a conclu M. Djiwa.

T. Adjwa

Pour vos annonces et publicités, veuillez nous contacter sur le 90118788

Le CONIIA et SYNPICS signent un partenariat pour la formation des journalistes sénégalais à l'IA

Le Conseil International de l'Intelligence Artificielle (CONIIA) et le Syndicat des Professionnels de l'Information et de la Communication du Sénégal (SYNPICS) ont signé une convention de partenariat le 15 octobre 2024 à Lomé. Cet accord s'inscrit dans le cadre du programme MEDIAFRIQUE de CONIIA, visant à former les journalistes africains à l'Intelligence Artificielle (IA).

Détails de l'accord

La convention prévoit la formation d'au moins 120 journalistes sénégalais sur l'IA

dès novembre 2024 à Dakar. Cette session de formation, placée sous le parrainage du Ministre de la Communication, des Télécommunications et du Numérique du Sénégal, réunira des participants de différentes régions du pays.

Le programme MEDIAFRIQUE

MEDIAFRIQUE est une initiative de CONIIA dédiée à la formation et à l'immersion des journalistes africains dans l'IA. Son objectif est de démystifier l'IA, d'aider les journalistes à

mieux la comprendre et à utiliser ses outils efficacement dans leur travail, tout en respectant l'éthique. Le programme a déjà permis la formation de 300 professionnels des médias au Togo et en Côte d'Ivoire entre 2023 et 2024.

CONIIA : un acteur global de l'IA

Le CONIIA, présidé par Dr Malik Morris MOUZOU, est une organisation internationale qui rassemble des experts, chercheurs et praticiens de l'IA à l'échelle mondiale. Sa



mission est de promouvoir l'innovation technologique, l'éthique et l'excellence dans le domaine de l'IA. L'organisation est présente en Chine, en Corée du Sud, aux États-Unis et en France, et a choisi Lomé comme siège pour l'Afrique.

Ce partenariat entre le CONIIA et le SYNPICS fait

partie d'une démarche plus large visant à connecter l'Afrique au reste du monde dans le domaine de l'IA et à assurer que les bénéfices de cette technologie soient partagés équitablement, tout en respectant les cultures et les communautés locales.

La Rédaction

Observation électorale en Tunisie

La mission de Nouvelle Perspective salue la transparence du scrutin présidentiel

Une délégation de l'Organisation internationale non gouvernementale (OING) Nouvelle Perspective (NP), rassemblant des représentants de cinq nationalités-Tchad, Cameroun, Bénin, Côte d'Ivoire et Togo-a supervisé le déroulement de l'élection présidentielle en Tunisie le 6 octobre 2024.

Sous la direction de Mathias Ngue, Président exécutif de NP, cette mission d'observation électorale a agi en collaboration avec celle de l'Union africaine, dirigée par l'ancien Premier ministre togolais, le Professeur Komi Selom Klassou. Le porte-parole de la mission NP, M. Pidassa Awali, expert électoral togolais, a exprimé sa satisfaction quant au climat de

paix ayant marqué le scrutin. Il a souligné la maturité du peuple tunisien, tout en affirmant qu'aucune infraction n'avait été relevée dans les



bureaux de vote couverts par la délégation. Les observateurs ont conclu que le scrutin s'est déroulé de manière transparente et ordonnée.

La mission de NP a ainsi formulé plusieurs recommandations visant à optimiser les futurs processus électoraux. Elle a félicité

l'Instance supérieure indépendante pour les élections (ISIE) pour son professionnalisme, assurant l'organisation efficace du scrutin aussi bien en Tunisie

qu'au sein de la diaspora. Toutefois, elle a déploré le faible niveau de participation citoyenne, en particulier parmi les jeunes, malgré les efforts déployés par l'ISIE pour garantir un processus électoral inclusif.

Lors de la cérémonie de clôture de la mission, en présence du Professeur Klassou, chef de mission de l'Union africaine, NP a adressé ses remerciements au gouvernement et au peuple tunisien pour leur hospitalité ainsi que pour les dispositions prises facilitant son travail d'observation. La mission a également exprimé sa gratitude aux différentes parties prenantes locales et internationales ayant contribué à l'accomplissement de son mandat.

Nouvelle Perspective,

fondée en 1997 au Cameroun, est dotée d'un statut consultatif auprès des Nations Unies et œuvre en faveur de la transparence et de la promotion de la démocratie à l'échelle mondiale. Depuis 2016, l'organisation a été accréditée pour observer les élections dans plus de 49 pays. En 2024, elle a déjà observé des scrutins dans une dizaine de nations et se prépare à déployer ses observateurs pour la présidentielle américaine du 5 novembre, les élections législatives sénégalaises du 17 novembre, et le référendum fédéral suisse prévu le 24 novembre.

Active dans plus de 56 pays avec des représentations officielles en Afrique et en Europe, Nouvelle Perspective s'est imposée comme un acteur essentiel pour garantir des processus électoraux équitables, transparents et démocratiques à travers le monde.

Formation professionnelle

Les inscriptions ouvertes à l'IFAD - Énergies renouvelables de Lomé

Au Togo, les inscriptions sont ouvertes pour l'IFAD-Énergies Renouvelables de Lomé. Le lancement pour la rentrée académique 2024-2025 était au

(AED) qui pilote le projet des IFAD, et les médias.

La nouvelle structure est le quatrième IFAD du genre, et pour sa première année, elle

renouvelables, option solaire photovoltaïque et thermique. Il s'agit de faire des jeunes élèves, des professionnels qualifiés dans le



cœur d'une rencontre ce jeudi 17 octobre entre l'Agence Education-Développement

forme au Baccalauréat Professionnel (Bac Pro) dans les métiers des énergies

dimensionnement, l'installation, la programmation et la maintenance de systèmes de

production d'énergies à base de panneaux solaires photovoltaïques, et thermique. La formation prendra également en compte les systèmes de pompage.

« C'est une opportunité pour les jeunes togolais de pouvoir se faire former dans ce domaine qui a un très fort potentiel d'employabilité, et en plus dans les IFAD où vous savez que la qualité de la formation est garantie. », insiste Commi Nassini, patron de l'AED, « Cet IFAD est le quatrième du genre, après les trois déjà ouverts, à savoir l'IFAD aquaculture à Elavagnon, l'IFAD élevage à Barkoissi et l'IFAD bâtiment, ici à Lomé même. », ajoute-t-on.

Pour ce qui est des conditions d'éligibilité, « le jeune doit être motivé parce qu'il choisit un métier qu'il va exercer toute sa vie. Il doit être âgé entre 16 et 29 ans et être détenteur d'un BEPC parce

qu'on va le former au baccalauréat professionnel. », résume le patron de l'AED.

Pour cette première cohorte, l'Institut attend deux groupes de 30 jeunes, pour démarrer sa formation, selon les informations de Katabale Assima-Kodjovi, DG de l'IFAD Bâtiment & ENR.

Rappelons que le projet des IFADs s'inscrit dans le cadre d'une initiative du président togolais Faure Gnassingbé, visant à apporter des formations professionnalisantes, adaptées aux besoins du marché dans des secteurs clés. Selon les équipes gouvernementales, deux autres IFAD devraient être mis en place, à Avétonou et Agomé-Glozou.

La rentrée académique est fixée au 25 novembre 2024.

Les informations ainsi que le formulaire d'inscription sont disponibles en ligne, sur le site de l'AED.

Le Togo prépare sa participation aux prochaines assemblées de la Banque mondiale

L'Administrateur du Groupe Afrique II de la Banque mondiale, Abdou Salam Bello, et Sandra Ablamba Johnson, Secrétaire générale de la Présidence togolaise et

entre l'institution financière et le Togo. La rencontre a eu lieu le lundi 14 octobre à Lomé, dans un contexte de préparation des prochaines Assemblées annuelles de la

nouveau Cadre de partenariat 2025-2029 a été abordé, ainsi que la demande introduite par le Togo aux fins d'obtenir un financement d'environ 315 millions de dollars américains.



Gouverneur du Togo auprès de la Banque mondiale, ont tenu une réunion pour évaluer les perspectives du partenariat

Banque mondiale prévues du 21 au 28 octobre 2024 à Washington. Lors de ces échanges, le

Ce montant est destiné à soutenir le projet "Accès au guichet pour la prévention et la résilience", qui a pour objectif

d'accompagner la mise en œuvre de la stratégie nationale visant à renforcer la résilience des populations. Ce projet est particulièrement pertinent, indique-t-on, dans le cadre du Programme d'urgence pour la région des Savanes (PURS).

Concernant le Cadre de partenariat pays 2025-2029, le Groupe de la Banque mondiale prévoit de mobiliser plus de 1,5 milliard de dollars, soit plus de 900 milliards de FCFA, pour soutenir le Togo. Cette enveloppe sera dédiée aux réformes et aux investissements dans des secteurs stratégiques tels que l'agriculture, l'énergie, la connectivité et le développement des villes secondaires, et ce, pour les cinq prochaines années. Ce soutien vise à renforcer la capacité du pays à atteindre ses objectifs de développement, tout en améliorant la qualité de vie des populations.

Cette discussion s'inscrit dans la continuité d'une récente session qui a permis

de faire le point sur l'exécution des projets en lien avec la feuille de route gouvernementale "Togo 2025".

Lors de cette session, l'accent a été mis sur l'importance d'améliorer la gestion des dépenses publiques et de renforcer la gouvernance des projets à travers des réformes institutionnelles. Parmi les propositions discutées figure l'introduction de contrats de performance pour les gestionnaires des projets, une mesure visant à accroître l'efficacité et la transparence dans la mise en œuvre des initiatives de développement.

Le Togo, lors des prochaines Assemblées générales, présentera ses projets prioritaires afin d'obtenir des financements nécessaires à leur réalisation. Actuellement, l'engagement total de la Banque mondiale en faveur du Togo s'élève à 1,21 milliard de dollars américains, contre seulement 174 millions de dollars en 2017.

OTR
OFFICE TOGOLAIS DES RECETTES

-30%

sur le dédouanement des véhicules d'occasion jusqu'au 20 décembre 2024

Mesure de dépréciation de 30% sur les valeurs des véhicules de plus de cinq (05) ans d'âge

Office Togolais des Recettes - OTR

8201 +228 22 53 14 00 +228 90 99 41 01

FEMU'VO
FESTIVAL DES MUSIQUES DE VO

FEMU'VO 5 VIBRATION
SAM. 02 NOV. VOGAN

FEMU'VO BOOM & FUN
VEN. 1^{er} NOV. CETEF - LOMÉ, TOGO 2000

FEMU'VO TRADI
JEU. 31 OCT. CETEF - LOMÉ, TOGO 2000

FEMU'VO GOSPEL
MER. 30 OCT. CETEF - LOMÉ, TOGO 2000

ENTRÉE GRATUITE

Avec l'IA, le handicap n'est plus une fatalité

18H00

LOMÉ & VOGAN

Axian, désormais seul maître à bord d'Agou Holding, actionnaire principal de Togocom

En plus de renforcer son empreinte régionale, l'acquisition d'Agou Holding s'inscrit dans la stratégie d'Axian d'étendre sa présence en Afrique subsaharienne. Axian est déjà actif à Madagascar, aux Comores, au Sénégal et veut devenir un acteur majeur dans le secteur des télécommunications en Afrique.

Le groupe malgache Axian a racheté les 20 % de parts restantes dans Agou Holding, qui détient Togocom, pour un montant de 32 millions de dollars, devenant ainsi son unique actionnaire, a appris l'Agence Ecofin. Cette transaction renforce sa participation majoritaire dans Togocom, l'opérateur télécom historique du Togo, et

consolide sa position stratégique sur le marché togolais des télécommunications.

Consolidation de la participation

Depuis 2019, Axian, en partenariat avec Emerging Capital Partners (ECP), détenait 51 % du capital de Togocom via Agou Holding. Axian possédait déjà 80 %

d'Agou Holding et contrôlait indirectement 40,8 % de Togocom. L'acquisition des 20 % restants détenus par ECP Africa Fund IV LLC et ECP Africa Fund IV A LLC permet à Axian de contrôler désormais 100 % de la holding, ce qui consolide une participation indirecte dans Togocom à 51 %.

L'accord a également



permis d'éteindre un prêt de 9,8 millions de dollars accordé par ECP à Agou Holding, ainsi que des engagements relatifs à des options d'achat et de vente d'actifs. Avec cette acquisition, Axian devrait accroître son contrôle sur

Togocom, dont la branche téléphonie mobile détient 60 % des parts de marché pour le GSM et 63 % pour la data mobile. L'opérateur togolais contrôle également 39 % du marché de l'Internet fixe et 65 % de celui des services 4G.

Avec un taux de pénétration du mobile de 87,5 % au premier semestre 2024, 66,5 % pour la data mobile, mais 45,44 % pour le mobile money, le Togo reste un marché où Axian voit encore de fortes marges de progression, d'autant que d'autres marchés comme le Sénégal commencent à montrer des signes de saturation.

Le FMI salue les avancées économiques du Togo lors de la première revue du programme appuyé par la FEC

Une mission des services du Fonds monétaire international (FMI) a présenté, le jeudi 17 octobre à Lomé, les conclusions de la première revue du programme appuyé par la Facilité élargie de crédit (FEC). La conférence de presse, organisée en collaboration avec le ministère de l'Économie et des Finances, visait à faire un état des lieux des travaux menés par la mission du 7 au 18 octobre, lors de son séjour au Togo.

Les discussions entre le gouvernement togolais et la mission, dirigée par Hans Weisfeld, se sont déroulées

dans un climat de transparence et de sérénité, selon les conclusions présentées. Les échanges ont permis de confirmer que le Togo a respecté les critères de performance fixés et que les réformes prévues ont été mises en œuvre à la satisfaction des deux parties. Il est également prévu que l'inflation continue de diminuer, tandis que le taux d'endettement restera inférieur à la norme communautaire.

Un autre point majeur des conclusions concerne le cadre budgétaire à moyen terme (CBMT). Le Togo s'est



engagé à atteindre un déficit budgétaire de 3 % d'ici 2025, un objectif en accord avec les engagements communautaires. Le ministre de l'Économie et des Finances, Essowè Georges Barcola, a précisé que cet engagement reflète la volonté du gouvernement de

donner la priorité aux dépenses sociales et aux projets inscrits dans la feuille de route nationale. Il a également évoqué la mise en place d'une nouvelle stratégie pour accroître les recettes fiscales et non fiscales.

Le ministre a par ailleurs

partagé avec la mission du FMI les succès du Togo en matière de gouvernance économique et d'amélioration du climat des affaires, rappelant que ces réformes ont valu au pays d'être classé premier réformateur dans la sous-région. En conclusion, il a exprimé la satisfaction du gouvernement à l'issue des discussions.

De son côté, Hans Weisfeld a réaffirmé l'appui technique et financier du FMI à la politique économique du Togo et a soutenu les propos du ministre en insistant sur la réussite des réformes entreprises par le pays.

Vers une meilleure intégration des jeunes diplômés Validation du rapport sur la transition vers la vie active

Ce jeudi 17 octobre 2024 à Lomé, ont été présentés les travaux de validation du rapport de l'enquête nationale sur la transition des jeunes diplômés de l'enseignement supérieur, de l'enseignement technique et de la formation professionnelle vers la vie active. Lancée officiellement le 8 août dernier, cette enquête s'inscrit dans la continuité des précédentes éditions de 2014 et 2019, avec des avancées significatives, notamment dans la méthodologie adoptée.

Pour cette troisième édition, de nouveaux indicateurs ont été élaborés et, pour la première fois, les établissements privés de l'enseignement supérieur ont été inclus dans le périmètre de l'étude. L'enquête s'inscrit dans l'atteinte des Objectifs de Développement Durable

(ODD), en particulier l'ODD 8, et dans le cadre de la feuille de route gouvernementale, notamment l'axe stratégique visant à dynamiser la création d'emplois en s'appuyant sur les forces économiques du Togo.

Des résultats préoccupants pour le marché de l'emploi

Selon le professeur Sena Yawo AKAKPO-NUMADO, Secrétaire technique permanent du plan sectoriel de l'éducation, « les résultats obtenus doivent permettre d'adapter et de renforcer l'offre éducative afin de mieux correspondre aux besoins du marché de l'emploi ». L'étude révèle un taux alarmant de sous-emploi, particulièrement dans l'enseignement supérieur, où plus de 8 diplômés sur 10 se retrouvent

dans des emplois qui ne correspondent pas aux compétences acquises lors de leur formation. Dans l'enseignement technique et la formation professionnelle, la situation est également préoccupante, avec plus de 5 diplômés sur 10 en situation de sous-emploi invisible, bien que des disparités existent selon les diplômés et les domaines d'études.

Ces résultats pointent du doigt la nécessité d'une révision urgente des orientations pédagogiques et des programmes de formation. Le défi majeur consiste à aligner les cursus avec les besoins réels du marché du travail, tout en renforçant les systèmes de diplomation et de certification.

Perspectives et engagements pour 2025

L'enquête, qui a ciblé les diplômés de la promotion 2018-2019, vise à évaluer leur situation professionnelle actuelle. Cette analyse ouvre la voie à plusieurs réformes

structurantes, notamment la révision des curricula pour mieux répondre aux secteurs porteurs d'emploi, la réforme des mécanismes de certification, ainsi que le renforcement des structures dédiées à l'insertion professionnelle des jeunes diplômés.

La validation de ce rapport a été présidée par le ministre de l'Enseignement technique, de la Formation professionnelle et de l'Apprentissage, Isaac TCHIAKPE. Selon lui, « cette étude vise principalement à évaluer le taux d'insertion professionnelle des diplômés, à identifier les secteurs d'activité dans lesquels ils évoluent, et à déterminer les besoins en matière de formation continue ».

L'ambition d'une éducation en phase avec le marché du travail

Sous la vision éclairée du Chef de l'État, Son Excellence Monsieur Faure Essozimna Gnassingbé, et conformément

aux orientations gouvernementales, l'objectif est d'offrir d'ici 2025 une éducation accessible à un plus grand nombre de Togolais, et mieux adaptée aux réalités du marché du travail. L'accent est mis sur l'enseignement technique et la formation professionnelle, avec pour ambition que 80 % des diplômés de ces filières accèdent à des emplois en adéquation avec leurs compétences.

Ce projet a été rendu possible grâce au soutien des partenaires techniques et financiers du secteur éducatif, et notamment à l'appui décisif de la Banque mondiale à travers le Programme d'amélioration de la qualité et de l'équité de l'éducation de base (PAQEED).

En somme, cette enquête constitue un outil précieux pour redéfinir les priorités éducatives et améliorer l'insertion professionnelle des jeunes diplômés, tout en plaçant l'emploi au cœur des politiques publiques.

NOUVEAU



Doppel

ENERGY MALT

0% ALCOOL
100% ENDURANCE



500
FCFA*

BOUTEILLE

33cl

* Prix de vente conseillé



UNION NATIONALE
DES PRODUCTEURS
DE BIÈRE ET DE
BOISSONS MOUSSUES
DU BÉNIN

www.unab-benin.com



Hebdomadaire panafricain d'informations, d'analyses et de publicités

Siège social :
2^{ème} von derrière
EPP Kélégougan
Récepissé :
N° 0508 / 02 / 02 / 15 / HAAC
BP : 80349 Lomé-Togo

**Directeur général chargé
de la publication:**
Adam Adjronou
Tél : 90118788
Email :
adamadjronou@gmail.com
Site : www.afriquevision.com

Rédaction
Adam Adjronou
Dodji Kétohou
Cécile Akossiwa
DOLEME
Djato Kodjo Dodji
Kouami Djigbodi
Kpotogbé

Infographie
Benjamin K. Tchabi

Imprimerie: Light print
Tirage :
2500 exemplaires